

## **BARRAGE DES SETTONS (58)**

### **Travaux d'inspection du système de drainage du masque Levy, d'auscultation et nettoyage**

(article R2123-1 du code de la commande publique)

### **Marché de travaux**

### **REGLEMENT de la CONSULTATION**

Référence du marché

---

**DDT58\_SGL\_INSPECTIONS\_NETTOYAGE\_2026**

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

---

État – Préfète de la Nièvre

Représentant du pouvoir adjudicateur

---

M. le directeur départemental des territoires de la Nièvre

Cité colbert

rue Simone Veil

BP 20069

58028 NEVERS Cedex

Téléphone : 03 58 12 65 89

Numéro de consultation : DDT58\_SGL\_INSPECTIONS\_NETTOYAGE\_2026

Procédure de passation : Procédure adaptée

code CPV : 45247212-9 -Travaux barrage

**Date et heures limites de remise des plis : 20/03/2026 à 12h00**

par voie électronique comme précisé à l'article 7.1 du présent RC

Objet de la consultation

---

**LA PRÉSENTE CONSULTATION CONCERNE LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE DIAGNOSTIC DU SYSTÈME DE DRAINAGE DU MASQUE  
LEVY ET DE SON NETTOYAGE**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement.....	3
2.3 - Variantes.....	3
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Maîtrise d'ouvrage.....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre.....	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	4
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	4
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
5 - Contenu du dossier de consultation.....	4
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	4
6.1 - Documents à produire.....	5
6.2 – Détail du mémoire technique.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
7.1 - Transmission électronique.....	6
8 - Examen des candidatures et des offres.....	7
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Attribution des marchés.....	8
9 - Renseignements complémentaires.....	8

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de l'inspection et du nettoyage du système de drainage du masque Maurice Lévy du barrage des Settons. Il est situé dans la Nièvre (58) sur la commune de Montsauche-les-Settons.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Le marché est à tranches optionnelles.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Le marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche(s)	Désignation
Tranche Ferme	Inspection de l'ensemble des drains du masque Levy.
Tranche Optionnelle n°01	Nettoyage de drains et inspection de confirmation

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45247212-9	Travaux barrage

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 2.3 - Variantes

Sans objet.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'ouvrage**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur dénommé dans le présent document Maître d'ouvrage (MOA) : Direction départementale des territoires de la Nièvre, représentée par M. Laurent KOMPF, directeur départemental.

### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par la DDT 58 / subdivision gestion de la Loire, représentée par Mme Rachel ALLO, référente ouvrage hydraulique

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

- La prestation d'inspection et la remise du rapport devront en tout état de cause être finalisé avant le 22 juin 2026
- l'affermissement de la tranche optionnelle pourra être notifié par OS au titulaire du marché jusqu'à 6 mois après réception du rapport ,
- Le délai global de réalisation du marché, incluant les tranches optionnelles est égal à 10 mois à compter de la notification du marché.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les pièces destinées à faciliter la bonne compréhension du dossier (pièces non contractuelles)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.  
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants : montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin (prestations de travaux similaires : travaux acrobatiques, milieux confinés, inspections d'appareils d'auscultation, ....
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Il est précisé que conformément à la réglementation anti-endommagement des réseaux qui est entrée en vigueur au 1er janvier 2018, le candidat unique ou mandataire de groupement devra disposer de l'Habilitation AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) niveau opérateur.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
Le détail quantitatif estimatif (DQE) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat,
Un planning prévisionnel, présentant le calendrier prévisionnel d'exécution

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 – Détail du mémoire technique

Le mémoire technique du candidat devra comporter toutes les précisions et développements utiles à la bonne compréhension et complétude de l'offre, en particulier, il devra contenir à minima l'organisation spécifique liée au chantier, la description des études d'exécution, des méthodes, des matériaux et des moyens (matériel, personnels), en adéquation avec les prescriptions du marché, pour la réalisation de l'ensemble des travaux (tranche ferme et tranches optionnelles) précisés dans les parties ci-après (constituant le cadre du mémoire technique) :

- **Partie 1 : Inspection des drains prévue dans la tranche ferme**
- **Partie 2 : Nettoyage des drains et inspection de confirmation**

## 6.3 - Détail du planning

Le planning prévisionnel du candidat sera réalisé au pas de temps journalier ou hebdomadaire et présentera l'enchaînement projeté des principales tâches incluant les périodes de préparation et les délais de livraisons des différents documents attendus (particulièrement les plans et les rapports d'inspection). .

# 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

## 7.1 - Transmission électronique

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un "guide utilisateur" téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les pré-requis et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Pour l'envoi courrier :

Direction territoriale des territoire de la Nièvre SLSR/ SGL

Cité colbert

rue Simone Veil

BP 20069

58028 NEVERS Cedex

A l'attention de Rachel Allo

Pour le dépôt en main propre prendre rendez-vous avant (Horaire d'accueil 8h30 12h00 13h00 16h30) :

Cité colbert

rue Simone Veil

BP 20069

58028 NEVERS Cedex

Tel : +33 3 58 12 64 55 - Mobile : 07 72 50 65 82

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : PDF, WORD, EXCEL, PPT, DWG, PNG, JPEG et JPG

La signature électronique des documents est à privilégier mais n'est pas obligatoire dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat est à privilégier mais n'est pas obligatoire dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, si le candidat retenu n'a pas de signature électronique l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b>	<b>60 points</b>
<b>2-Valeur technique décomposée comme suit :</b>	<b>40 points décomposés comme suit :</b>
- <b>2.1 contenu du mémoire technique</b>	30 points
- <b>2.2 planning du chantier</b>	10 points
Planning prévisionnel. Délai d'exécution.	

Les critères de jugement seront évalués selon la méthode précisée ci-après :

- Le critère « **Prix des prestations** » sera noté par application de la formule ci-dessous :

$$N1 (\text{candidat } i) = [\text{Montant global du candidat moins disant} / \text{Montant global du candidat } i] \times 60$$

- Le critère « **Valeur technique** » sera noté par application de la formule ci-dessous :

$$N2 : \text{Valeur technique de l'offre (note sur 40 points)}$$

L'offre la mieux-disante sera celle ayant obtenue le plus grand nombre de points, après avoir attribué pour chaque candidat la note globale  $N_i$  définie par :  $N_i = N1 + N2$ .

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées, le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.



## 9 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par voie électronique sous PLACE

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.1 - Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.